

ASSEMBLÉE NATIONALE
Trente-quatrième Législature, deuxième session

1993, chapitre 87

LOI CONCERNANT LES VILLES DE TRACY ET DE SAINT-JOSEPH-DE-SOREL ET LA PAROISSE DE SAINT-ROCH-DE-RICHELIEU

Projet de loi 251

présenté par M. Albert Khelfa, député de Richelieu

Présenté le 17 décembre 1992

Principe adopté le 2 novembre 1993

Adopté le 2 novembre 1993

Sanctionné le 4 novembre 1993

Entrée en vigueur: le 4 novembre 1993

Loi abrogée:

Loi accordant certains pouvoirs à la ville de Tracy et à la ville de Saint-Joseph de Sorel (1954-1955, chapitre 89)





CHAPITRE 87

Loi concernant les villes de Tracy et de Saint-Joseph-de-Sorel et la paroisse de Saint-Roch-de-Richelieu

[Sanctionnée le 4 novembre 1993]

Préambule ATTENDU qu'en vertu de la Loi accordant certains pouvoirs à la ville de Tracy et à la ville de Saint-Joseph de Sorel (1954-1955, chapitre 89), l'usine de filtration et la conduite d'amenée construites dans les limites de la ville de Tracy à la suite d'une ordonnance émise par la Régie des services publics le 3 novembre 1954, sont la propriété conjointe de la ville de Tracy et de la ville de Saint-Joseph-de-Sorel;

Que ces villes ont, par acte notarié passé le 23 août 1954, devant Robert Véronneau, notaire à Tracy, sous le numéro 7835 de ses minutes, convenu d'exploiter en commun ces ouvrages et une partie de leur système d'alimentation en eau potable et ont constitué une commission intermunicipale à cette fin;

Qu'elles désirent faire déclarer valides les actes qu'elles ont posés et transférer ces ouvrages à la régie intermunicipale prévue à l'entente intermunicipale qu'elles ont conclue le 5 décembre 1990 avec la paroisse de Saint-Roch-de-Richelieu;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**Entente
et actes
valides**

1. L'entente conclue entre les villes de Tracy et de Saint-Joseph-de-Sorel le 23 août 1954, devant Robert Véronneau, notaire à Tracy, sous le numéro 7835 de ses minutes et les actes posés en vertu de cette entente sont déclarés valides et ce, notamment, malgré l'article 2 de la Loi accordant certains pouvoirs à la ville de Tracy et à la ville de Saint-Joseph de Sorel (1954-1955, chapitre 89).

**Cause
pendante**

Le présent article n'affecte pas une cause pendante au 9 mai 1992 et fondée sur l'absence de compétence des villes de Tracy et de

Saint-Joseph-de-Sorel d'avoir conclu et appliqué l'entente visée au premier alinéa.

Alimenta-
tion en eau
potable

2. Les ententes intermunicipales conclues le 5 décembre 1990 et le 12 mai 1993 et respectivement autorisées par les règlements numéros 940 et 940-1 de la ville de Tracy, 196 et 196-1 de la ville de Saint-Joseph-de-Sorel ainsi que 223 et 247 de la paroisse de Saint-Roch-de-Richelieu, relatives à leur alimentation en eau potable, sont réputées approuvées par le ministre des Affaires municipales et la régie intermunicipale qui y est prévue est réputée constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19).

Succession à
la régie
intermuni-
cipale

Ces ententes remplacent celle visée à l'article 1 et la régie intermunicipale succède aux droits et obligations de la commission qui y est prévue.

Répartition
des contri-
butions

Le mode de répartition des contributions financières prévu dans l'entente conclue le 5 décembre 1990 s'applique à compter du 1^{er} janvier 1993.

1954-1955,
c. 89, ab.

3. La Loi accordant certains pouvoirs à la ville de Tracy et à la ville de Saint-Joseph de Sorel est abrogée et les biens visés par cette loi sont transférés à la régie intermunicipale.

Entrée en
vigueur

4. La présente loi entre en vigueur le 4 novembre 1993.